

**SERVICE ÉTUDES STATISTIQUES ÉVALUATION**

# **DOSSIER TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE ÎLE-DE-FRANCE**

3<sup>e</sup> trimestre 2024

# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

## 3<sup>e</sup> trimestre 2024

- En Île-de-France, au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 0,3 % en catégorie A et de 1,2 % en catégories A, B, C
- Le taux de chômage diminue de 0,2 point au 2<sup>e</sup> trimestre 2024, à 6,9 % de la population active
- L'emploi salarié est quasi stable au 2<sup>e</sup> trimestre 2024 (+0,1 %)
- Le nombre de procédures de PSE et RCC diminue entre le 3<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 4<sup>e</sup> trimestre 2024

- Ce dossier de conjoncture présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France. Il complète sur un champ plus large notre publication, commune avec France Travail et la Dares, sur les demandeurs d'emploi.
- Les statistiques sont présentées en moyenne trimestrielle. Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- La mise en place de nouvelles procédures de production, en lien avec le service en ligne "profil de compétence" de France Travail, a conduit à une surreprésentation des cadres parmi les demandeurs d'emploi. Les statistiques relatives aux demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle ne sont donc plus présentées. En revanche, la qualité des données sur la demande d'emploi par métier et sur les métiers en tension permet d'en reprendre la diffusion.
- Les données mensuelles sur le marché du travail sont mises à jour chaque mois sur le [site Internet de la Dares](#).
- L'expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA (BRSA) initiée en avril 2023 a été élargie en mars 2024. Elle porte désormais sur 47 territoires de France dont quatre sont situés en Île-de-France (en Essonne, dans les Yvelines, dans les Hauts-de-Seine et dans le Val-de-Marne). Fin juillet 2024, cette expérimentation concerne, dans toute la France, environ 38 700 personnes dont 26 000 sont orientées vers un parcours emploi ou socio-professionnel.
- La prochaine publication sera disponible en février 2025 et portera sur le quatrième trimestre 2024. N'hésitez pas à nous adresser vos remarques : [idf.statistiques@drieets.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@drieets.gouv.fr)

## Synthèse régionale

Page 5 : Synthèse régionale

## Demande d'emploi et chômage

Page 6 : Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail

Page 7 : Les demandeurs d'emploi par département

Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe

Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge

Page 10 : Les demandeurs d'emploi de longue durée  
et ceux ayant des droits au RSA

Page 11 : Les demandeurs d'emploi selon le métier  
recherché

Page 12 : Les entrées et les sorties de France Travail

Page 13 : Le taux de chômage

## Tensions sur le marché du travail

Page 14 : Les offres d'emploi collectées\* par France Travail

Page 15 : Les tensions sur le marché du travail francilien

Page 16 : Les tensions selon les métiers

## Emploi

Page 17 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)

Page 18 : L'emploi salarié

Page 19 : L'emploi salarié par secteur

Page 20 : Les mouvements de main d'œuvre

Page 21 : L'activité intérimaire

## Accompagnement des mutations économiques

Page 22 : Les demandes d'activité partielle

Page 23 : Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE)  
et les ruptures conventionnelles collectives (RCC)

## Synthèse régionale

### Demande d'emploi et chômage

Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens inscrits à France Travail et immédiatement disponibles (catégories A, B, C) atteint 981 800 en moyenne au *troisième trimestre 2024*. Parmi eux, 595 790 demandeurs n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

En catégorie A, la demande d'emploi augmente de 0,3 % au *troisième trimestre 2024* et de 0,5 % sur un an.

En catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,2 % sur le trimestre et de 2,4 % sur un an. Sur le trimestre, la demande d'emploi des hommes augmente un peu plus fortement que celle des femmes. Toutes les catégories d'âge voient leur demande d'emploi augmenter mais cette hausse est un peu moins prononcée pour les 50 ans ou plus.

Le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée augmente de nouveau au *troisième trimestre 2024* et sur l'année.

Les métiers recherchés qui contribuent le plus à la hausse sont ceux de l'informatique et télécommunications, ceux des transports, logistique et tourisme et ceux de la gestion, administration des entreprises. Au contraire, ceux des services aux particuliers et aux collectivités contribuent à compenser cette hausse

Le taux de chômage, au sens du BIT, diminue au *deuxième trimestre 2024*, s'établissant à 6,9 % de la population active, contre 7,1 % en France métropolitaine.

### Tensions sur le marché du travail

Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail augmente fortement au *troisième trimestre 2024* (+6,2 % après -10,8 % au trimestre précédent).

Le marché du travail francilien enregistre 38 nouvelles offres d'emploi pour 100 nouvelles demandes en moyenne au *troisième trimestre 2024*. C'est moins qu'au trimestre précédent (44) et presque autant qu'au *troisième trimestre 2023* (39).

### Emploi

Au *deuxième trimestre 2024*, le nombre de déclarations préalables à l'embauche s'élevé à près de 2,2 millions en Île-de-France, soit 1,9 % de moins qu'au deuxième trimestre 2023.

Au *deuxième trimestre 2024*, l'emploi salarié est quasi stable (+0,1 %).

Au *deuxième trimestre 2024*, avec près de 37 620 salariés de plus, le nombre d'emplois dans le secteur privé augmente de 0,7 % par rapport au deuxième trimestre 2023.

Le nombre d'intérimaires diminue de 2,9 % au *deuxième trimestre 2024*.

### Accompagnement des mutations économiques

Au *troisième trimestre 2024*, 815 autorisations d'activité partielle ont été demandées par près de 800 établissements.

Au *troisième trimestre 2024*, 54 plans de sauvegarde de l'emploi et 6 procédures de ruptures conventionnelles collectives ont été enregistrés. Plus de 3 600 emplois sont ainsi menacés dans les établissements de la région, Ces chiffres sont en baisse par rapport au trimestre précédent.

## Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

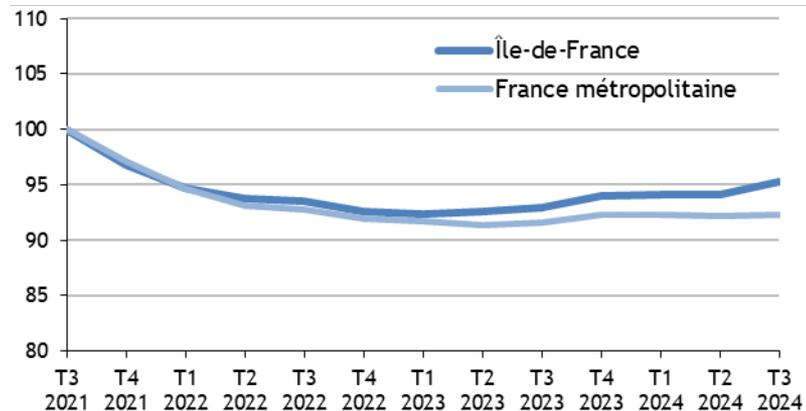
Le nombre de demandeurs d'emploi franciliens au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 augmente de 0,3 % en catégorie A et de 1,2 % en catégories A, B, C (respectivement +0,5 % et +2,4 % sur un an).

Le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) augmente (+2,5 % après +0,1 % au trimestre précédent). En France métropolitaine, la demande d'emploi dans ces catégories augmente de 0,3 %.

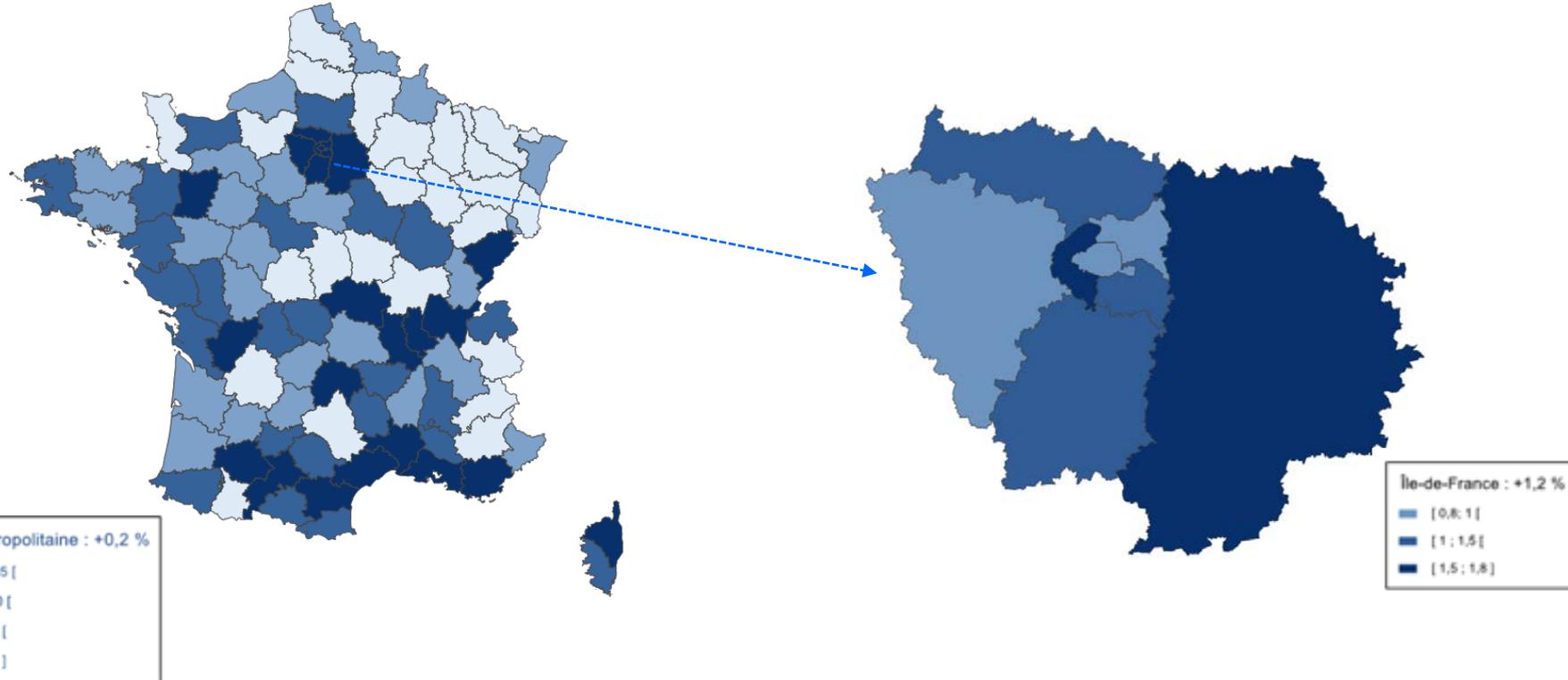
Le nombre de demandeurs d'emploi non tenus de rechercher un emploi diminue de 3,8 % pour les inscrits sans emploi (catégorie D) et augmente de 1,3 % pour les inscrits en emploi (catégorie E).

Données CVS-CJO 3e trimestre 2024	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	107 740	0,5	-0,1	190 680	1,0	1,5
Seine-et-Marne	64 080	1,3	2,9	106 770	1,7	3,9
Yvelines	61 150	-0,1	1,1	100 910	0,9	3,2
Essonne	53 730	0,2	0,5	89 430	1,0	1,8
Hauts-de-Seine	71 570	0,5	2,6	116 440	1,6	4,4
Seine-St-Denis	107 840	-0,1	-0,3	169 540	0,9	2,0
Val-de-Marne	67 040	0,0	0,0	107 650	1,1	2,3
Val-d'Oise	62 640	0,3	-1,7	100 380	1,4	1,3
<b>Île-de-France</b>	<b>595 790</b>	<b>0,3</b>	<b>0,5</b>	<b>981 800</b>	<b>1,2</b>	<b>2,4</b>
<b>France métr.</b>	<b>2 814 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,1</b>	<b>5 123 730</b>	<b>0,2</b>	<b>0,9</b>

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégories A, B, C  
(données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trimestre 2021)



Évolution du nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C par département entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2024 et le 3<sup>e</sup> trimestre 2024  
(en %, données CVS-CJO)



### Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (catégories A, B, C)

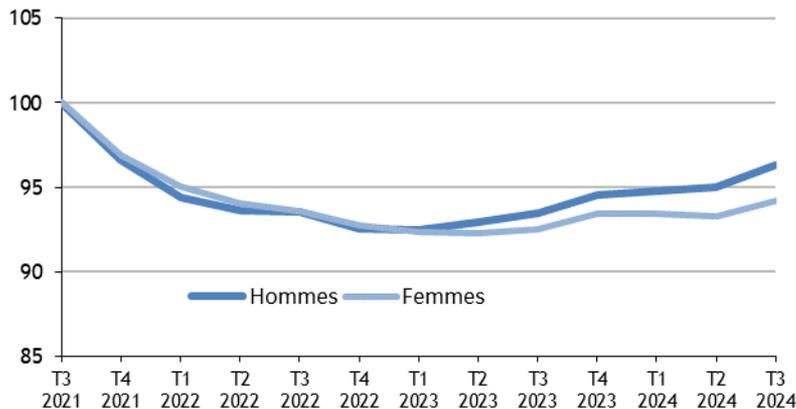
Sur le troisième trimestre 2024, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C augmente de 1,4 % pour les hommes et de 1,0 % pour les femmes.

Sur un an, la demande d'emploi des femmes augmente de 1,8 % tandis qu'elle est stable en France métropolitaine; celle des hommes augmente de 3,0 % (1,2 point de plus qu'en France métropolitaine).

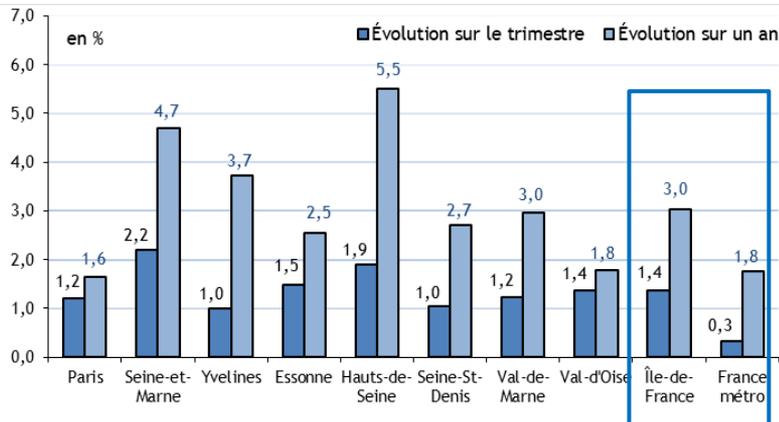
Pour les femmes comme pour les hommes, c'est dans les Hauts-de-Seine que l'augmentation annuelle est la plus importante.

### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe

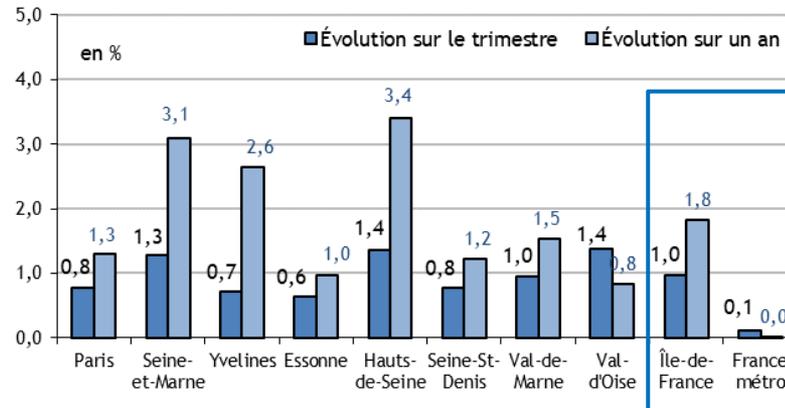
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trim 2021)



### Évolution du nombre d'hommes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



### Évolution du nombre de femmes inscrites à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



## Demande d'emploi et chômage

### Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (catégories A, B, C)

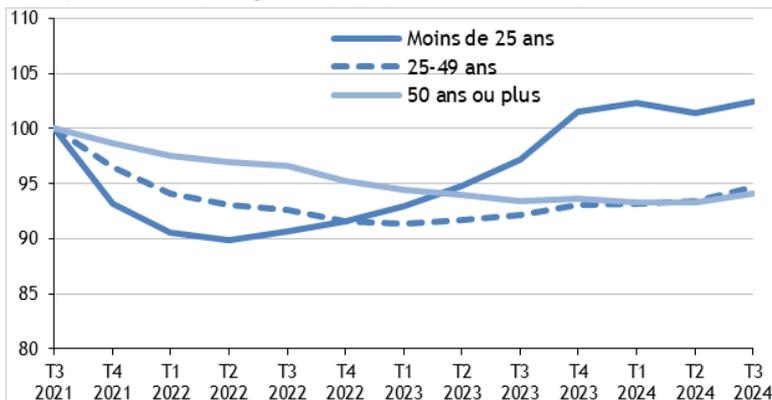
Sur le trimestre, en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 1,0 % pour les moins de 25 ans, de 1,4 % pour les 25-49 ans et de 0,8 % pour les 50 ans et plus.

Sur un an, la demande d'emploi des plus jeunes augmente fortement (+5,5 %). Cette augmentation est particulièrement marquée dans les Hauts-de-Seine.

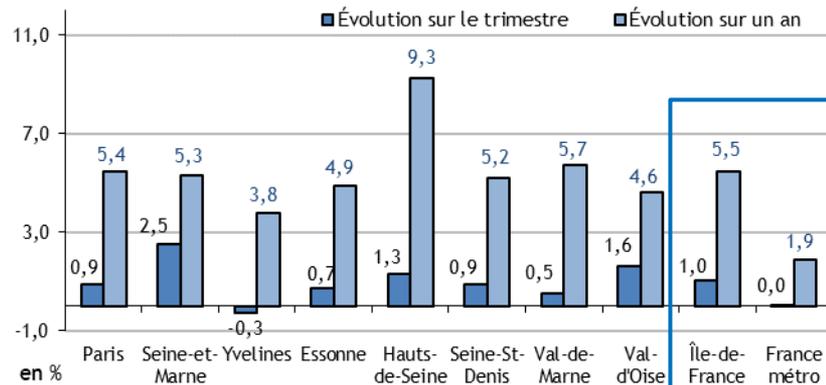
Le nombre de demandeurs d'emploi seniors repart légèrement à la hausse ce trimestre mais leur poids demeure inchangé (27,1 %) parmi l'ensemble des demandeurs et reste supérieur de plus de 10 points à son niveau d'avant 2010.

### Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge

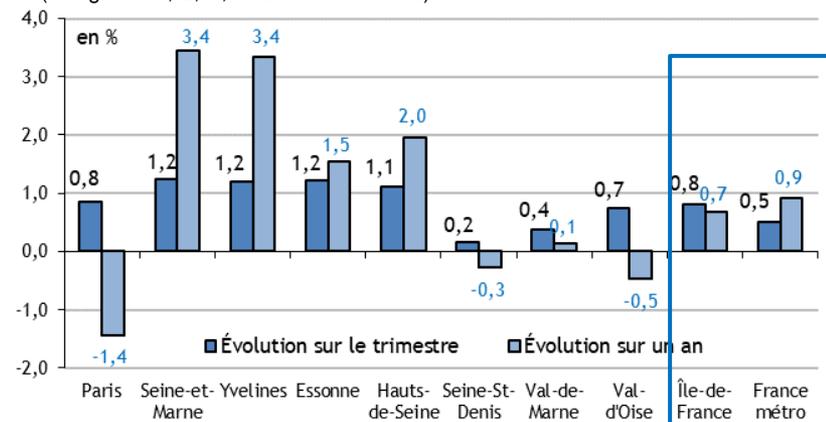
(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trim 2021)



### Évolution du nombre de jeunes inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



### Évolution du nombre de seniors inscrits à France Travail par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



## Les demandeurs d'emploi de longue durée et ceux ayant des droits au RSA au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

Le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B, C inscrits depuis un an ou plus augmente au troisième trimestre 2024 (+1,1 % après -0,7 %), soit presque autant que le nombre d'inscrits depuis moins d'un an (+1,2 %). Les demandeurs de longue durée représentent 42,7 % des demandeurs franciliens, autant qu'au trimestre précédent et 0,4 points de moins qu'il y a un an.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2024, la durée d'inscription à France Travail, mesurée à partir de l'indicateur conjoncturel de durée au chômage (ICDC) s'établit à 303 jours, en baisse de 42 jours par rapport au 4<sup>e</sup> trimestre 2023\*.

Au troisième trimestre 2024, 12,7 % des demandeurs d'emploi ont des droits payables au RSA en Île-de-France, soit 0,1 point de plus qu'il y a un an. Sur cette même période, leur nombre augmente de 2,8 % en Ile-de-France, tout comme en France métropolitaine (cf. note méthodologique page 3 sur l'expérimentation d'accompagnement renforcé vers l'emploi des bénéficiaires du RSA)

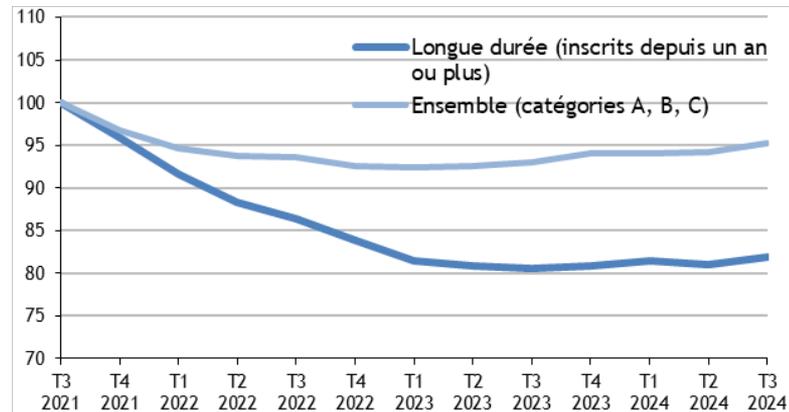
\* Si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait inscrit, en moyenne, plus de 10,1 mois consécutifs à France Travail - « Durée de chômage (1<sup>er</sup> trimestre 2024) », Statistiques et indicateurs, novembre 2023, France Travail.

Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits payables au RSA (catégories A, B, C, en %)

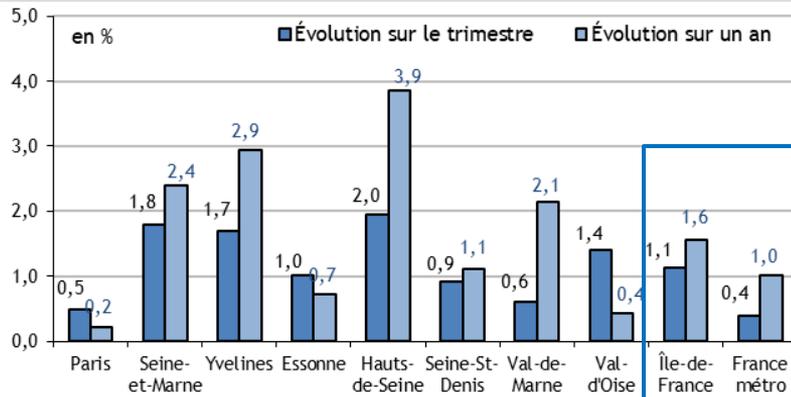
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
3 <sup>e</sup> trim. 2024	11,3	13,1	12,3	10,5	12,1	16,2	12,8	11,7	12,7	13,2
3 <sup>e</sup> trim. 2023	11,6	12,5	12,1	10,9	12,5	15,5	12,4	12,1	12,6	13,4

## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée

(Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO, Indice 100 au 3<sup>e</sup> trim 2020)



## Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée par département (catégories A, B, C, données CVS-CJO)



### Les demandeurs d'emploi selon le métier recherché\* au 3<sup>e</sup> trimestre 2024 (catégories A, B, C)

Au troisième trimestre 2024, la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C évolue inégalement selon les domaines professionnels.

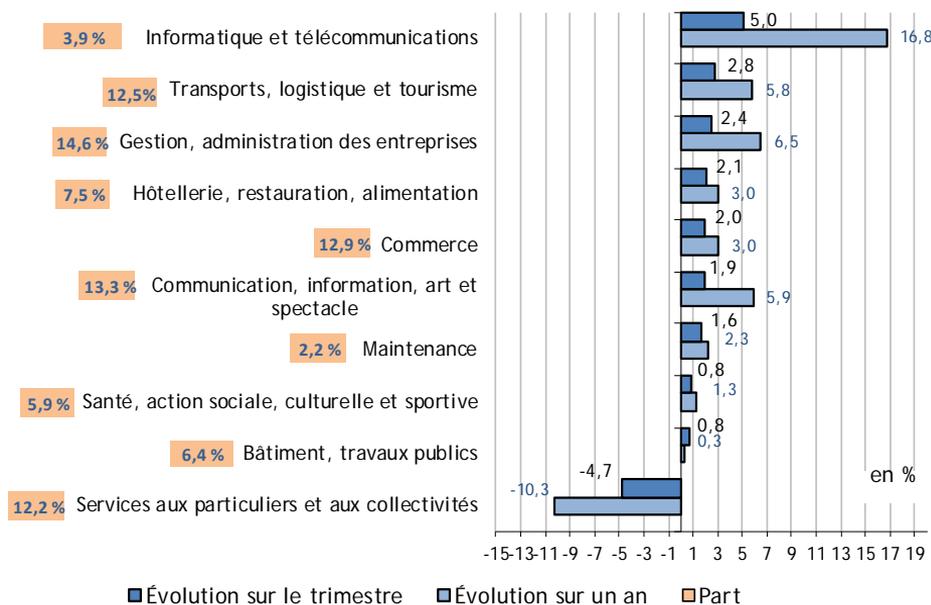
Sur le trimestre, les métiers de l'informatique et télécommunications enregistrent la plus forte augmentation de la demande d'emploi (+5,0 %), suivis des métiers des transports, logistique et tourisme (+2,8 %) et de la gestion, administration des entreprises (+2,4 %). Ces trois familles de métiers contribuent aux trois quarts de la hausse totale compte tenu de leur poids dans l'ensemble de la demande.

A l'inverse, les métiers liés aux services aux particuliers et aux collectivités (agents d'entretien, assistants maternels, agents de gardiennage et de sécurité, employés de maison...) continuent d'enregistrer une forte diminution de leur demande d'emploi (-4,7 %).

Sur un an, les contributions les plus fortes à l'augmentation de la demande d'emploi francilienne en catégories A, B, C (+23 360) sont celles des métiers de la gestion, administration des entreprises (+8 750) et ceux de la communication, information, art et spectacle (+7 200).

\* Les séries de demandeurs d'emploi par métier recherché ont été affectées par un incident de production. Les données de l'année 2024 sont donc à interpréter avec précaution et sont susceptibles d'être révisées.

### Demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels (Île-de-France, catégories A, B, C, données CVS-CJO)



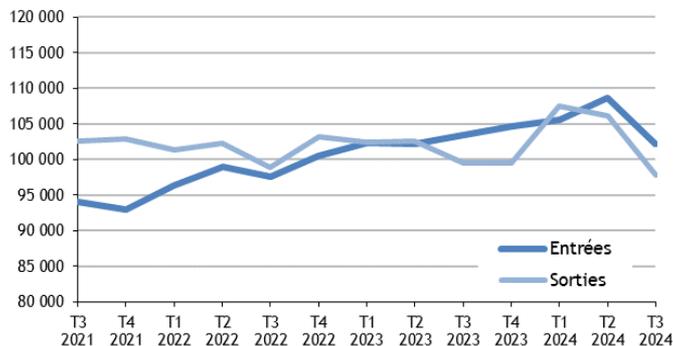
Lecture : au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, en Île-de-France, les demandeurs recherchant un emploi dans l'hôtellerie, restauration, alimentation représentent 7,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi. Leur nombre augmente de 2,1 % sur le trimestre et de 3,0 % sur l'année.

### Les entrées et les sorties de France Travail au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

Entre le deuxième trimestre 2024 et le troisième trimestre 2024, l'augmentation du nombre d'inscrits en catégories A, B, C provient d'une diminution des entrées\* (-5,9 % après +2,9 %) moins forte que celle des sorties\* qui diminuaient déjà au trimestre précédent (-7,8 % après -1,3 %).

Sur un an, la baisse du nombre d'entrées\*\* (-1,1 %) s'explique en grande partie par la diminution des réinscriptions rapides (-3,6 %) et des retours d'inactivité (-8,5 %) qui constituent à eux seuls deux tiers du total des entrées. Parallèlement, la baisse des entrées en stage (-15,4 %), des reprises d'emploi (-14,3 %) et des radiations administratives (-1,7 %) contribue à expliquer la diminution du nombre de sorties\*\* (-1,7 %), ces motifs représentant un tiers de l'ensemble des sorties. .

**Nombre moyen des entrées et des sorties\*\* des catégories A, B et C de France Travail (Île-de-France, données CVS-CJO)**

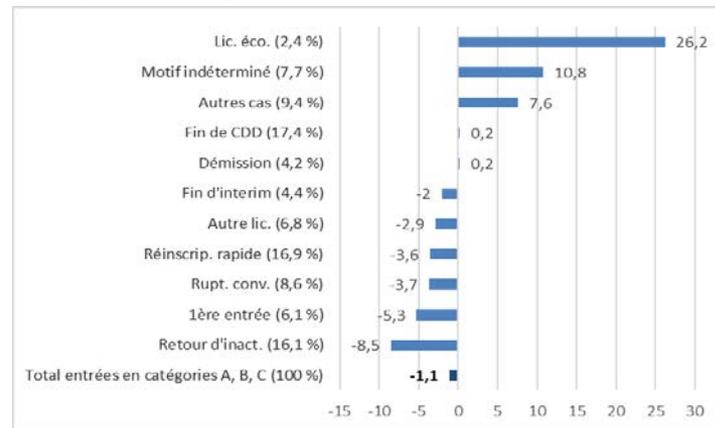


\* L'ampleur des variations des motifs d'entrée et de sortie est traditionnellement importante, en particulier pour les motifs représentant une petite part de l'ensemble. C'est par exemple le cas pour les licenciements économiques, qui augmentent de 26,2% mais ne représentent que 2,4 % des motifs d'entrée.

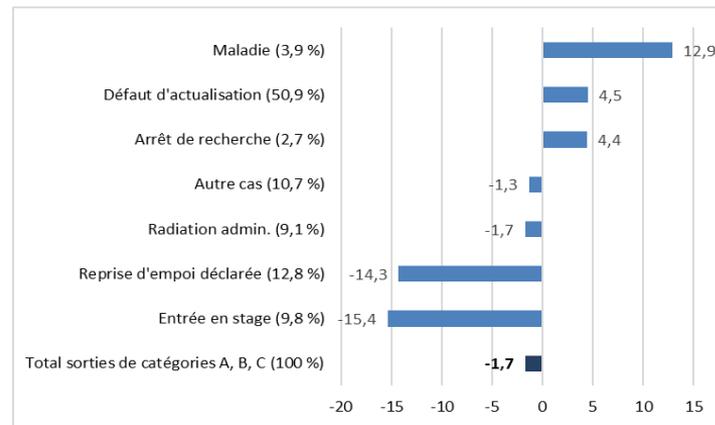
\*\*Entrées = demandeurs d'emploi entrés au cours du mois

Sorties = demandeurs d'emploi sortis au cours du mois (qui étaient inscrits à la fin du mois précédent)

### Variation sur un an des entrées à France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



### Variation sur un an des sorties de France Travail par principaux motifs et leur répartition (catégories A, B, C, données CVS-CJO, en %)



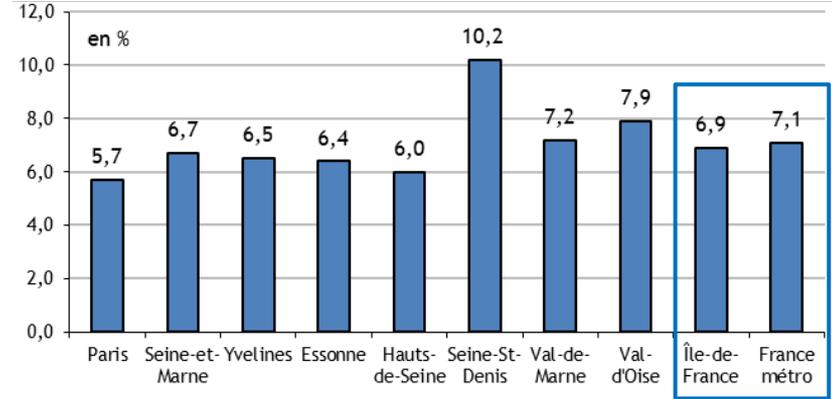
## Le taux de chômage au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Au deuxième trimestre 2024, en Île-de-France, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) perd 0,2 point à 6,9 % de la population active, première baisse depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2023. À l'échelle de la France métropolitaine, le taux de chômage poursuit sa timide baisse entamée au 1<sup>er</sup> trimestre 2024 (-0,1 point, soit 7,1 % de la population active).

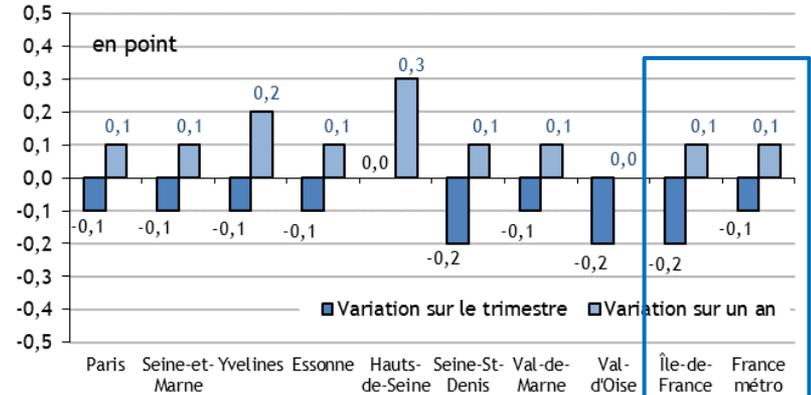
Le taux de chômage diminue de 0,1 à 0,2 points dans tous les départements franciliens, sauf dans les Hauts-de-Seine où il stagne. Les taux les plus élevés se trouvent en Seine-Saint-Denis (10,2 %), dans le Val-d'Oise (7,9 %) et le Val-de-Marne (7,2 %). Les plus faibles sont observés à Paris (5,7 %) et dans les Hauts-de-Seine (6,0 %).

Le taux de chômage est stable ou diminue de 0,1 à 0,3 point dans l'ensemble des régions métropolitaines. L'Île-de-France ne se distingue donc pas de la dynamique métropolitaine.

**Taux de chômage localisé au 2<sup>e</sup> trimestre 2024**  
(données CVS-CJO semi-définitives)



**Variation du taux de chômage localisé entre le 2<sup>e</sup> trimestre 2023 et le 2<sup>e</sup> trimestre 2024** (données CVS-CJO semi-définitives)



## Tensions sur le marché du travail

### Les offres d'emploi collectées\* par France Travail au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

France Travail n'enregistre qu'une partie des offres d'emploi disponibles, plus ou moins importante selon les métiers. L'évolution du nombre de ces offres ne reflète que celle de la part de France Travail, et non l'évolution des offres recueillies par les autres acteurs de diffusion des offres d'emploi.

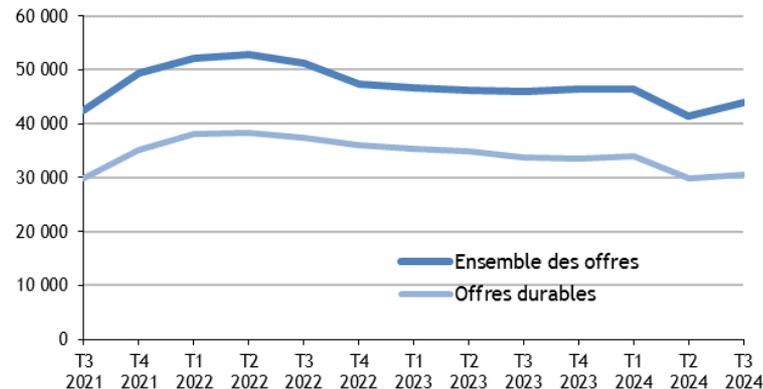
Au deuxième trimestre 2024, 44 000 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par France Travail en Île-de-France (données CVS-CJO), dont 30 480 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Le nombre d'offres d'emploi augmente fortement par rapport au trimestre précédent (+6,2 % après -10,8 %). Parmi ces offres, celles qui sont durables augmentent moins fortement dans l'ensemble de l'Île-de-France (+1,7 % après -11,9 %) et diminuent nettement dans les départements de Seine-et-Marne (-7,8 %) et des Yvelines (-3,6 %).

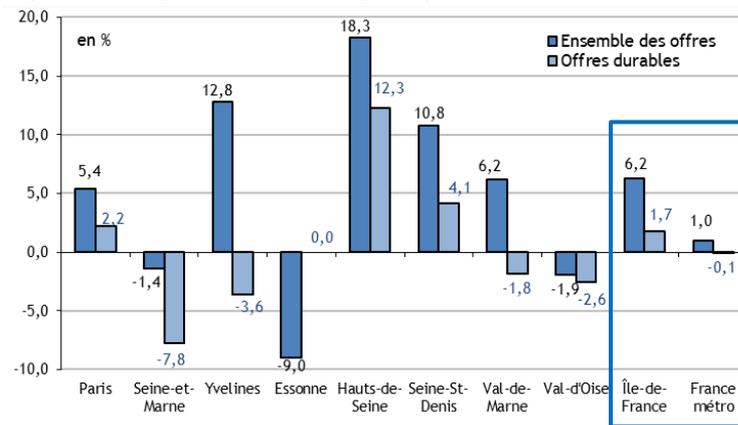
Au sein de la région, les départements enregistrant les plus fortes augmentations du nombre d'offres d'emploi sur le trimestre sont les Hauts-de-Seine (+18,3 %) et les Yvelines (+12,8 %). À l'inverse, la diminution est très forte dans l'Essonne (-9,0 %).

\* Ensemble des offres directement déposées à France Travail. Le nombre d'offres d'emploi collectées publié ici ne correspond donc pas à l'ensemble des offres accessibles par les demandeurs d'emploi sur le site France Travail.fr.

Nombre d'offres d'emploi collectées  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



Évolution sur le trimestre des offres d'emploi collectées  
(Île-de-France, données CVS-CJO, en %)



### Les tensions sur le marché du travail francilien au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

Le taux de tension sur le marché du travail francilien s'établit à 0,38 point en moyenne au troisième trimestre 2024, soit 38 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi (données brutes, non corrigées des variations saisonnières).

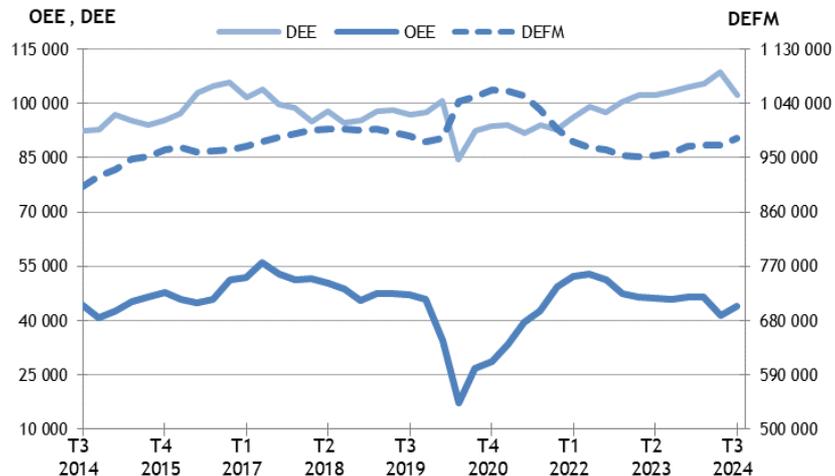
Ce ratio « offres sur demandes » diminue par rapport au trimestre précédent (0,44) et est quasi stable par rapport au T3 2023 (0,39). La nette augmentation du nombre d'offres collectées (+6,2 %) couplée à la forte diminution du nombre de demandes enregistrées par France Travail (-5,9 %) expliquent la diminution de ce ratio.

Le taux d'écoulement\* diminue de 0,7 point sur le trimestre : 55,7 % des chômeurs inscrits sont sortis des fichiers de France Travail au troisième trimestre 2024. Ce taux est légèrement inférieur à son niveau du troisième trimestre 2023 (56,0 %).

Le taux d'offres d'emploi de plus de six mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 69,9 %. Il perd 4,5 points par rapport à l'année passée.

Le taux de satisfaction des offres (66,0 %) est plus élevé qu'au trimestre précédent (60,7 %) mais plus faible qu'au troisième trimestre 2023 (67,8 %).

Les tensions sur le marché du travail  
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : offres d'emploi ; DEE : demandes d'emploi ;  
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C.

*\*Le taux d'écoulement des demandes mesure l'importance des sorties des listes de demandeurs d'emploi. Une valeur élevée de ce taux indique qu'une forte proportion des demandeurs d'emploi présents un an avant ou de ceux entrés dans l'année est sortie des listes dans les douze mois.*

## Les tensions selon les métiers au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Indicateurs de tension au 3 <sup>e</sup> trimestre 2024 en Île-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Taux de tension au T3 2023 (1)	Taux de tension au T3 2024	Taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois au T3 2024(2)	Taux d'écoulement des DE sur un an au T3 2024 (3)	Nbr. moyen de DEFM en cat. ABC au T3 2024	Évol. de la DEFM en catégorie ABC sur un an (%)	Évol. des offres d'emploi sur un an (%)	Taux de satisfaction des offres d'emploi au T3 2024 (4)
Cadres du bâtiment et des travaux publics	0,70	0,92	97,1	53,8	7 680	6,1	32,7	37,7
Techniciens et agents de maîtrise de la maintenance	1,73	<b>1,73</b>	<b>78,5</b>	58,2	9 900	-0,3	-7,3	60,0
Ingénieurs et cadres techniques de l'industrie	1,22	<b>0,97</b>	84,2	54,8	4 839	1,4	-23,3	57,7
Conducteurs de véhicules	0,37	0,34	76,4	54,1	45 866	3,9	-6,2	72,2
Cadres des services admin., comptables, financiers	0,33	0,25	87,2	52,3	39 376	7,4	-27,1	59,9
Ingénieurs de l'informatique	0,51	0,26	97,1	52,3	22 852	16,9	-48,6	54,7
Personnels d'études et de recherche	0,47	0,33	91,2	59,4	6 382	-0,9	-34,6	51,6
Cadres de la banque et des assurances	0,10	0,1	93,5	51,7	3 643	5,0	7,0	66,1
Vendeurs	0,38	0,32	74,8	60,5	34 727	-7,0	-24,3	63,7
Employés, agents de maîtrise hôtellerie-restauration	0,46	0,43	74,0	59,5	21 369	0,2	-9,4	71,6
Agents de sécurité et de gardiennage	0,60	<b>2,45</b>	24,3	58,5	17 452	-1,1	<b>305,4</b>	<b>93,6</b>
Agents d'entretien	0,19	0,26	50,4	57,2	33 724	-6,0	30,7	76,7
Professionnels des arts et des spectacles	0,23	0,14	28,7	36,1	95 202	1,0	-43,3	81,0
Aides-soignants	0,26	0,37	85,5	56,6	14 812	0,7	39,5	65,2
<b>Ensemble des familles professionnelles</b>	<b>0,39</b>	<b>0,38</b>	<b>69,9</b>	<b>55,7</b>	<b>984 252</b>	<b>-0,6</b>	<b>-1,5</b>	<b>66,0</b>

(1) Rapport entre le flux d'offres d'emploi enregistrées à France Travail durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à France Travail durant la même période. Lecture : il y a 0,92 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 3<sup>e</sup> trimestre 2024, contre 0,70 au 3<sup>e</sup> trimestre 2023 pour les cadres du bâtiment et des travaux publics.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à France Travail, selon la famille professionnelle.

(3) Lecture : 60,5 % des demandeurs d'emploi cherchant un métier de vendeur inscrits 12 mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à France Travail au 3<sup>e</sup> trimestre 2024.

(4) Rapport entre les offres d'emploi satisfaites enregistrées à France Travail et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de France Travail.

Au troisième trimestre 2024, les tensions demeurent élevées, notamment pour les techniciens et agents de maîtrise de la maintenance et les cadres de l'industrie (respectivement 1,73 et 0,97 offres pour 1 demande). Respectivement 78,5 % et 84,2 % des offres d'emploi dans ces métiers sont durables, contre 69,9 % dans l'ensemble des métiers. Sur le trimestre et sur un an, les taux de tension connaissant les plus fortes progressions concernent les métiers d'agents de sécurité et de gardiennage (2,45 offres pour 1 demande ce trimestre, soit +1,85 point sur l'année). Pour ces derniers, les offres d'emploi ont quadruplé en un an, accroissement exceptionnel en lien avec l'organisation des JO 2024.

## Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Plus de 2 192 000 déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats confondus (hors contrats intérimaires) ont été conclues au deuxième trimestre 2024 en Île-de-France, dont 395 700 en « contrats durables » (contrats à durée déterminée de plus de six mois et contrats à durée indéterminée).

Au deuxième trimestre 2024, le nombre de DPAE tous contrats confondus est en baisse en Île-de-France par rapport au même trimestre 2023 (-1,9 %). Il diminue également pour les seuls contrats durables (-2,4 %). Depuis le deuxième trimestre 2022, le nombre d'intentions d'embauches a retrouvé le niveau qui était le sien en 2019, avant le déclenchement de la crise sanitaire.

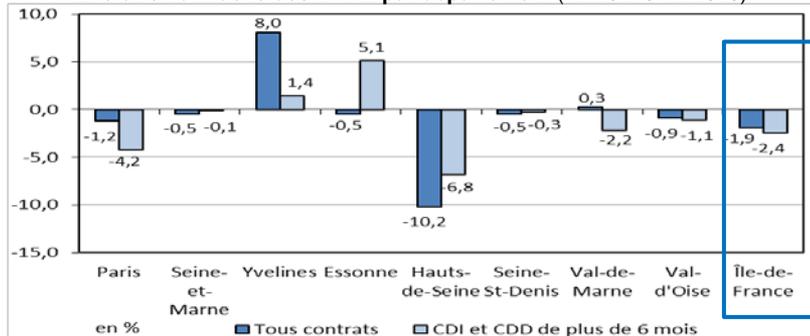
Au sein de la région, seuls les Yvelines et le Val-de-Marne présentent une hausse sur la période (respectivement +8,0 % et +0,3 % pour l'ensemble des contrats). À l'inverse, dans les Hauts-de-Seine, le nombre d'intentions d'embauches recule de 10,2 % sur la période (tous contrats confondus).

Les DPAE en contrats durables baissent dans la construction (-5,5 %), dans le commerce (-2,6 %) dans les services (-2,1 %) et dans l'industrie (-0,4 %).

Une répartition plus fine des DPAE par secteur d'activité laisse apparaître les secteurs qui enregistrent les plus fortes progressions de contrats durables (transports aériens, industries alimentaires, entreposage et services auxiliaires des transports, activités sportives, récréatives et de loisirs) et ceux qui connaissent les plus fortes diminutions (activités de poste et de courrier, services d'information, activités financières hors assurance, activités liées à l'emploi, fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques, activités sportives, récréatives et de loisirs, édition).

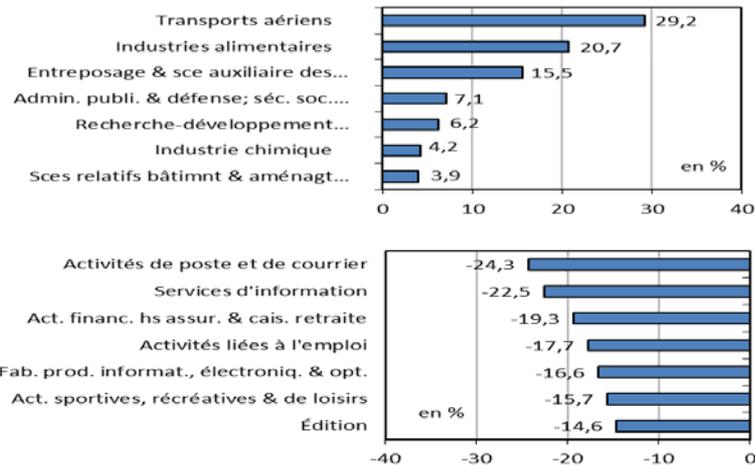
\* Seuls les secteurs d'activité qui comptent plus de 1 000 embauches en contrats durables par trimestre sont pris en compte pour ces évolutions.

Évolution annuelle des DPAE par département (T2 2024 / T2 2023)



Évolution annuelle des DPAE en contrat durables par secteurs

7 plus fortes hausses / 7 plus fortes baisses (T2 2024 / T2 2023)



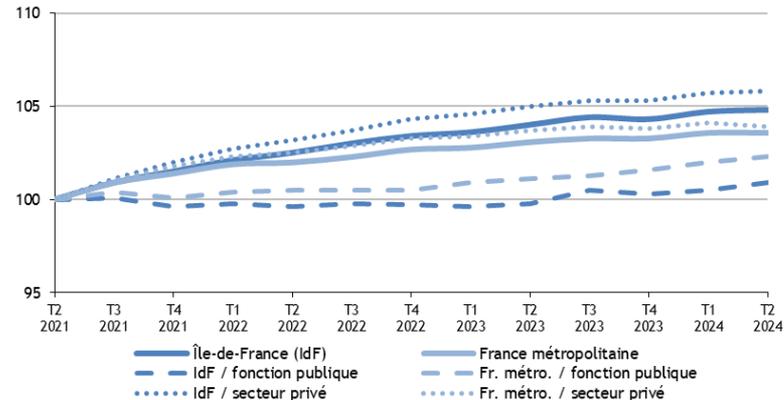
## L'emploi salarié au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Au deuxième trimestre 2024, en Île-de-France, l'emploi salarié marque le pas: +0,1 % après +0,4 % , soit +5 650 emplois. La hausse de ce trimestre est principalement portée par le secteur public (+0,4 % après +0,2 %) tandis que le secteur privé ralentit nettement en contrecoup du dynamisme des trimestres précédents.

En France métropolitaine, c'est également le maintien du rythme de croissance du secteur public (+0,3 %) qui permet de contenir le ralentissement de l'emploi (0,0 % après +0,3 %) tiré vers la baisse par une légère perte d'emploi dans le secteur privé (-0,1 %).

À l'échelle départementale, c'est en Seine-Saint-Denis (+0,4 %), que l'emploi salarié est le plus dynamique ce trimestre, suivi par les Hauts-de-Seine et les Yvelines (+0,2 %), trois départements hôtes des JOP 2024. Dans les autres départements franciliens, l'emploi reste quasiment stable.

Évolution de l'emploi salarié (données CVS, indice 100 au 2<sup>e</sup> trimestre 2021)



Emploi salarié par département (données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2024	T2 2024 / T1 2024		T2 2024 / T2 2023	
		Variation	%	Variation	%
Paris	1 994 810	-160	0,0	14 180	0,7
Seine-et-Marne	508 540	230	0,0	2 810	0,6
Yvelines	539 720	1 020	0,2	2 600	0,5
Essonne	497 020	700	0,1	3 750	0,8
Hauts-de-Seine	1 170 880	1 880	0,2	10 890	0,9
Seine-Saint-Denis	678 440	2 640	0,4	8 610	1,3
Val-de-Marne	552 640	-80	0,0	2 460	0,4
Val-d'Oise	419 850	-580	-0,1	5 190	1,3
<b>Île-de-France</b>	<b>6 361 900</b>	<b>5 650</b>	<b>0,1</b>	<b>50 490</b>	<b>0,8</b>
<b>France métro.</b>	<b>26 500 600</b>	<b>-12 510</b>	<b>0,0</b>	<b>126 470</b>	<b>0,5</b>

## L'emploi salarié par secteur au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Au deuxième trimestre 2024, les évolutions de l'emploi par secteurs en Île-de-France sont contrastées. L'emploi francilien est quasi stable (+0,1 %, soit +5 650 salariés). Ce sont les services marchands hors intérim (+6 540 salariés) qui contribuent le plus fortement à cette hausse, suivis du tertiaire non marchand (+3 280 salariés) et de l'industrie (+1 620 salariés). À l'inverse, le nombre d'emplois diminue nettement dans l'intérim (-4 360 salariés) et dans la construction (-1 980 salariés).

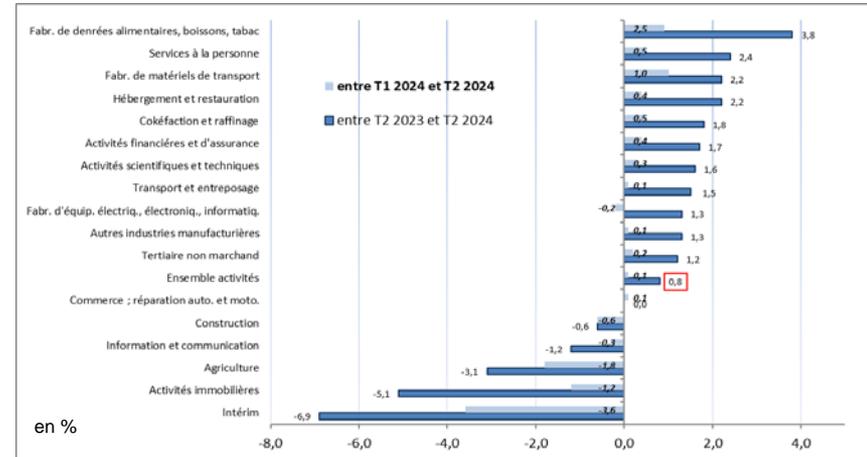
Sur le plus long terme, deux secteurs se démarquent: l'industrie, dont le dynamisme est maintenu pour le cinquième trimestre consécutif (+0,4 %, soit +1,9 % sur un an). À l'inverse, le secteur de la construction qui parvenait à maintenir une stabilité, à défaut d'une croissance, subit sa plus forte baisse d'emplois depuis la sortie de la crise sanitaire (-0,6 % sur le trimestre, comme sur un an).

Au sein des services marchands hors intérim, l'augmentation repose principalement sur celles des activités scientifiques et techniques (+3 560 salariés) et des autres activités de service (+1 950 salariés). À l'inverse, le secteur de l'information et communication (-1 290 salariés) et celui des activités financières et d'assurance (-700 salariés) continuent de peser négativement dans l'ensemble.

Dans l'industrie, qui connaît la plus forte hausse de l'emploi salarié sur un an (+1,9 %), deux sous-secteurs contribuent pour deux tiers à l'augmentation trimestrielle du secteur: la *Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac* (+530) et la *Cokéfaction et raffinage* (+700).

Emploi salarié par secteur d'activité (IdF, données CVS)	Nombre d'emplois au T2 2024	T2 2024 / T1 2024		T2 2024 / T2 2023	
		Variation	%	Variation	%
Agriculture	5 450	-100	-1,8	-170	-3,1
Industrie	441 070	1 620	0,4	8 100	1,9
Construction	339 140	-1 980	-0,6	-2 080	-0,6
Commerce	743 760	660	0,1	150	0,0
Services marchands hors intérim	3 126 350	6 540	0,2	35 130	1,1
Tertiaire non marchand	1 588 510	3 280	0,2	18 080	1,2
Intérim	117 630	-4 360	-3,6	-8 710	-6,9
<b>Secteur privé</b>	<b>5 177 770</b>	<b>1 420</b>	<b>0,0</b>	<b>37 620</b>	<b>0,7</b>
<b>Fonction Publique</b>	<b>1 184 130</b>	<b>4 240</b>	<b>0,4</b>	<b>12 870</b>	<b>1,1</b>
<b>Ensemble des secteurs</b>	<b>6 361 900</b>	<b>5 650</b>	<b>0,1</b>	<b>50 490</b>	<b>0,8</b>

## Évolution de l'emploi salarié dans les principaux secteurs d'activité (Île-de-France, données CVS)



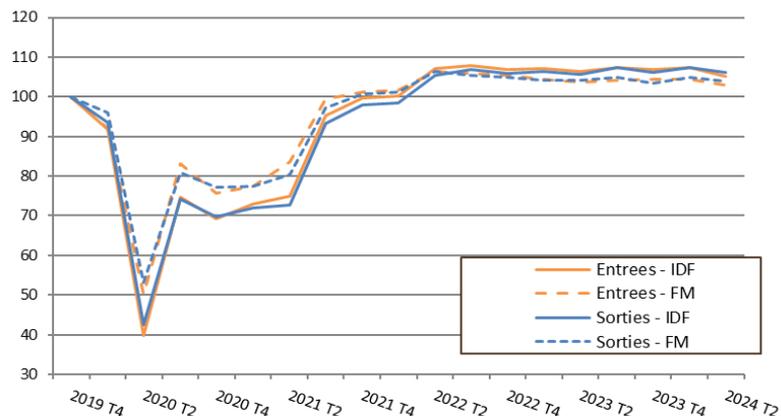
## Les mouvements de main d'œuvre au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Au deuxième trimestre 2024, en Île-de-France, 1 991 840 contrats sont signés dans le secteur privé (données CVS, hors agriculture et intérim), soit -2,1 % par rapport au trimestre précédent (-1,5 % en France métropolitaine). 2 007 500 contrats prennent fin au deuxième trimestre 2024, soit -1,2 % par rapport au trimestre précédent (-0,9 % en France métropolitaine).

L'écart entre les entrées et les sorties est à nouveau négatif ce trimestre, les sorties excédant les entrées. Ces mouvements nets sont susceptibles d'être sensibles à l'intégration de données tardives.

306 940 CDI sont signés, soit -2,3 % de moins qu'au trimestre précédent, tandis que 321 600 CDI prennent fin (+1,4 %).

Mouvements de main d'œuvre (données CVS-CJO, base 100 au T4 2019)



## Embauches et fins de contrats de travail par secteur d'activité et type de contrat en Île-de-France (données CVS-CJO)

		Niveau (en milliers)	Évolution trimestrielle (en %)			
		T2 2024	T3 2023	T4 2023	T1 2024	T2 2024
Entrées	Ensemble	1 992	0,8	-0,5	0,5	-2,1
	Industrie	31	0,6	-1,8	-2,9	-1,8
	Construction	39	-1,5	0,5	-3,4	-2,4
	Tertiaire	1 921	0,9	-0,5	0,7	-2,1
	CDD	1 685	1,3	-0,5	0,9	-2,1
	CDI	307	-1,4	-0,8	-1,6	-2,3
Sorties	Ensemble	2 008	1,6	-1,1	1,2	-1,2
	Industrie	30	1,9	-4,5	2,6	-0,9
	Construction	44	2,6	-2,5	3,5	5,7
	Tertiaire	1 934	1,5	-1,0	1,1	-1,4
	CDD	1 686	1,7	-0,8	0,9	-1,7
	CDI	322	0,8	-2,6	2,9	1,4

## L'activité intérimaire au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

A la fin du deuxième trimestre 2024, en Île-de-France, le nombre d'intérimaires est de 124 020 et diminue de 2,9 % (soit -3 700 intérimaires). En France métropolitaine, le nombre d'intérimaires diminue également (-2,1 %).

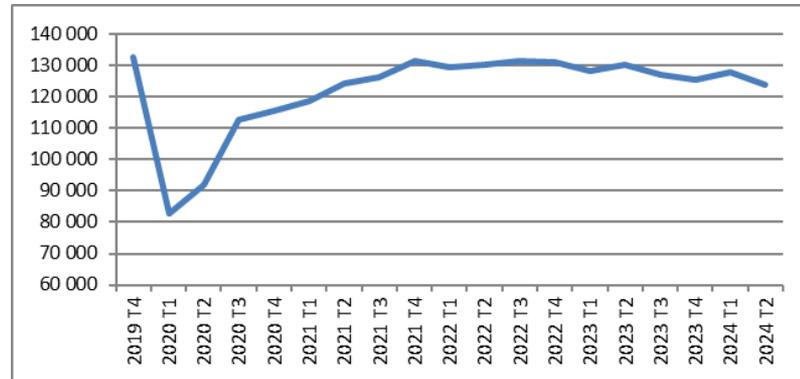
Le nombre d'intérimaires dans l'industrie diminue fortement après un rebond important et inédit depuis le quatrième trimestre 2022 (-2,2 % après +2,2 %, soit -380 intérimaires). Le sous-secteur de la *Fabrication de matériels de transport* (-300) contribue pour trois quarts à la baisse du secteur.

Dans le secteur de la construction, le nombre d'intérimaires diminue très fortement (-6,7 % après -0,5 %, soit -1 700 intérimaires). C'est la plus forte baisse enregistrée depuis la sortie de la crise sanitaire. En France métropolitaine, le secteur, nettement reparti à la baisse dès le trimestre précédent, poursuit son recul (-2,8 % après -3,2 %).

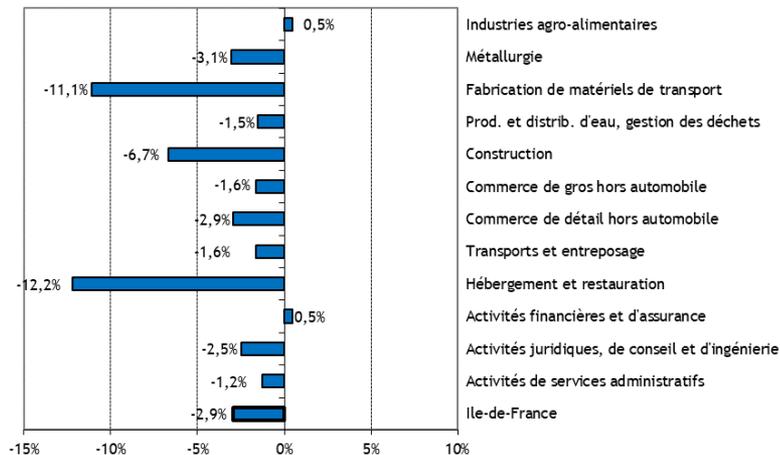
Le nombre d'intérimaires dans le tertiaire diminue nettement (-2,0 %, soit +1 670 intérimaires). Près de trois quarts de cette baisse est répartie sur deux sous-secteurs: celui des transports et entreposage (-530 intérimaires) et celui de l'hébergement et restauration (-700 intérimaires). En France métropolitaine, la hausse est un peu moins prononcée dans l'ensemble du secteur (-1,3 %).

## Nombre d'intérimaires en fin de trimestre

(données CVS)



## Évolution du nombre d'intérimaires par rapport au trimestre précédent par principaux secteurs d'activité (données CVS)



## Les demandes d'activité partielle au 3<sup>e</sup> trimestre 2024

Au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2024, les services des Drieets/Ddets ont notifié 815 demandes d'autorisations d'activité partielle (DAP) initiales\*\*, émanant de 799 établissements franciliens. Ce niveau diminue par rapport au trimestre précédent, cependant il demeure supérieur au nombre de demandes enregistrées avant la crise sanitaire.

Près d'un tiers de ces demandes sont liées aux Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP). Paris concentre 43 % des demandes d'autorisations d'activité partielle de la région, tandis que 27 % proviennent des départements de la petite couronne et 30 % des départements de la grande couronne.

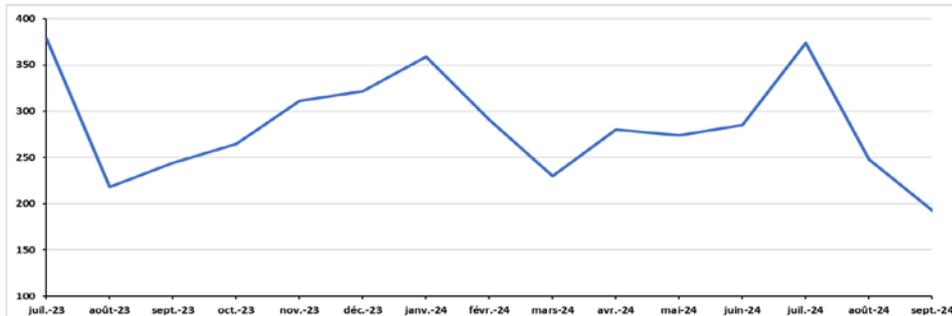
Trois secteurs concentrent à eux seuls 61 % des demandes d'autorisation régionales au troisième trimestre 2024 : l'hébergement et la restauration (29 %), la construction (17 %), ainsi que le commerce, la réparation d'automobiles et de motocycles (14 %).

\* La source des données relatives à l'activité partielle a été modifiée par rapport aux publications précédentes. Les données proviennent désormais de la DGEFP, et ne sont donc pas comparables aux publications antérieures, dont les données provenaient de la DARES et la source : SIAPART/ DSN.

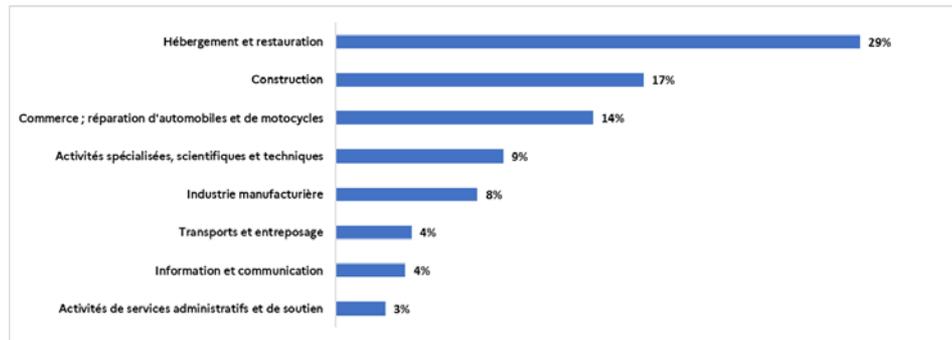
\*\*Les demandes d'autorisations d'activité partielle initiales incluent les statuts suivants : refusée, validée, provisoire, retirée, refus de signer, en cours d'instruction UD et en attente d'instruction UD. Les avenants à ces demandes initiales, quelle que soit leur statut, en sont exclus.

Nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle au T3 2024	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations	815	351	71	68	46	87	83	48	61
Juillet	374	183	31	22	20	32	42	17	27
Août	248	104	24	26	11	29	23	13	18
Septembre	193	64	16	20	15	26	18	18	16

## Évolution mensuelle du nombre de demandes d'autorisations d'activité partielle sur une année



## Secteurs d'activité qui concentrent le plus de demandes d'autorisations au 3<sup>e</sup> trimestre 2024



## Les plans de sauvegarde de l'emploi (PSE) et les ruptures conventionnelles collectives (RCC) au 2<sup>e</sup> trimestre 2024

Au troisième trimestre 2024, 54 procédures de PSE (Plan de Sauvegarde de l'Emploi) et 6 procédures de RCC (Rupture Conventionnelle Collective) ont été enregistrées en Île-de-France. 3 456 emplois menacés\* par des PSE et 178 par des RCC ont été comptabilisés dans des établissements localisés en Île-de-France.

Près de 50 000 emplois ont été menacés en 2020, et plus de 30 000 en 2021. Après une accalmie en 2022 avec moins de 13 000 emplois menacés, l'année 2023 a marqué un rebond des restructurations avec près de 22 000 emplois menacés, tout en restant très éloignée des niveaux observés pendant la crise sanitaire.

Au troisième trimestre 2024, le secteur du commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles cumule le plus d'emplois menacés (1 209). Il est aussi le secteur le plus affecté en proportion de l'emploi local qu'il représente, soit 0,16 % des salariés de ce secteur. Le plus grand nombre d'emplois menacés est localisé dans les Hauts-de-Seine (1 380) et à Paris (851).

Au troisième trimestre 2024, deux secteurs représentent près de la moitié des emplois menacés par des PSE et des RCC : le commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles (1 209) et les activités de services administratifs (580).

\* Le nombre d'emplois menacés correspond au nombre de ruptures de contrat enregistrées dans le système d'information SI RUPCO. Les données étant prévisionnelles et évolutives, elles surestiment les suppressions de postes qui seront finalement actées en fin de procédure.

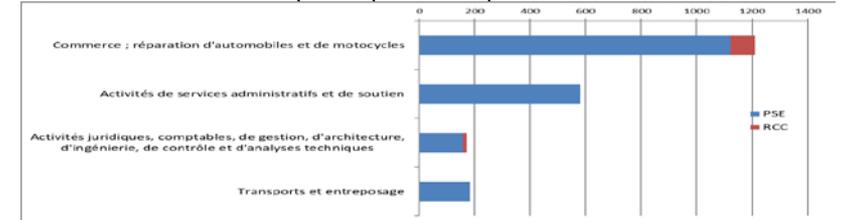
### Procédures de PSE et de RCC enregistrées par les services de la DRIEETS d'Île-de-France

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
PSE au T3 2024	54	20	2	4	2	14	6	2	4
PSE en 2024	185	58	12	12	9	49	22	12	11
RCC au T3 2024	6	3	1	1	0	1	0	0	0
RCC en 2024	41	16	1	3	2	16	2	0	1

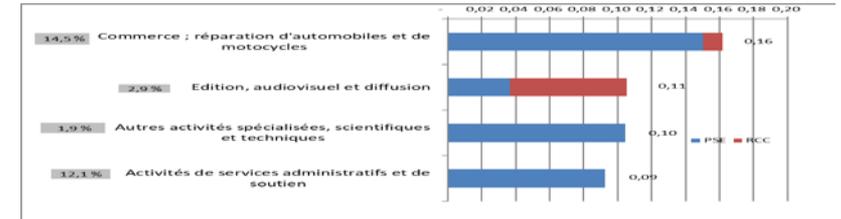
### Nombre d'emplois menacés par des PSE et des RCC dans les établissements franciliens

Répartition par unité départementale d'enregistrement	Île-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val d'Oise
Emplois menacés par des PSE au T3 2024	3456	821	246	221	76	1315	283	146	170
Emplois menacés par des PSE en 2024	11340	3370	720	729	404	3627	1245	547	698
Emplois menacés par des RCC au T3 2024	178	30	18	65	0	65	0	0	0
Emplois menacés par des RCC en 2024	4064	505	18	895	358	2113	71	0	104

### Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE et des RCC au T3 2024



### Secteurs d'activité les plus affectés en proportion de l'emploi local au T3 2024



Poids dans l'emploi francilien (à gauche)

Emplois menacés dans l'ensemble des établissements localisés en Île-de-France pour 100 salariés (à droite)

## Dossier Trimestriel de conjoncture

# Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

Service Études Statistiques Évaluation (SESE) - [idf.statistiques@drieets.gouv.fr](mailto:idf.statistiques@drieets.gouv.fr)

### Directeur de la publication :

Gaëtan RUDANT, Directeur régional et interdépartemental de la DRIEETS d'Île-de-France.

### Directeur de la rédaction :

David HOYRUP, Responsable du Service Études, Statistiques et Évaluation (SESE)

### Étude et réalisation :

Carla TAFIAL, Chargé d'études et de statistiques (SESE)

**Contributeurs :** Raphaël DJEDJERO - Jérôme LEFRANC -Carla TAFIAL

**Direction régionale interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités**  
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers Tel. 01 70 96 13 00



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
ÎLE-DE-FRANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'économie, de l'emploi,  
du travail et des solidarités**